



2001 SOMMET

UNE PUBLICATION ASSOCIÉE SUR LE SOMMET HÉMISPHERIQUE DE QUÉBEC • N° 5 • JANVIER 2001

Revitalisation des négociations pour un accord de libre-échange hémisphérique

Les deux dernières réunions du Groupe de suivi du Sommet (GSS) ont surtout porté sur l'état de la démocratie dans l'hémisphère ainsi que les récents numéros de notre bulletin. Dans les semaines et les mois qui précéderont le Sommet de Québec, en avril prochain, il semble bien que les échanges commerciaux deviendront la priorité à l'ordre du jour. Le Comité de négociation de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) doit se réunir les 24 et 25 janvier, et le processus de rédaction des mesures à inclure dans le volet du Sommet intitulé « Créer la prospérité » s'amorcera à la réunion du GSS des 30 janvier et 1^{er} février. On attend avec impatience ces deux événements, car ils nous indiqueront la position des pays de la région avant la réunion des ministres du Commerce de Buenos Aires qui se tiendra deux semaines avant le Sommet.

Il reste encore de gros problèmes à surmonter pour mener à bien les négociations commerciales avant la date butoir de 2005. Cependant, la volonté politique et l'enthousiasme des 14 nouveaux dirigeants élus de l'hémisphère ont suscité un sentiment général d'optimisme. La plupart des spectateurs croient que l'administration Bush, partisane du libre-échange, obtiendra la procédure d'autorisation accélérée nécessaire pour négocier une entente commerciale globale. Le président Lagos du Chili a créé un remous lorsqu'il a proposé de devancer à 2003 la date d'échéance de la ZLEA et d'ouvrir les négociations sur l'ALE avec les États-Unis. De plus, l'énergie fraîche qui émane de l'orientation commerciale

du cabinet Fox, au Mexique, pourrait bien être un catalyseur supplémentaire à la reprise du processus de négociation.

On connaît bien les obstacles à la création d'une zone de libre-échange hémisphérique, certains existant depuis le début des négociations à Miami, en 1994. À l'échelon infrarégional, les crises financières ont tellement ralenti le processus qu'on ne prévoit qu'une croissance économique modeste pour la plupart de ces sous-régions dans les années à venir. Les dissensions économiques et politiques dans les Andes constituent une source particulière de préoccupation, alors que des grands pays de la région s'efforcent de mettre en place des blocs commerciaux infrarégionaux et d'entretenir des relations avec d'autres régions du monde. La prise en compte des besoins des petites économies (surtout celles d'Amérique centrale et des Caraïbes) a aussi posé problème. Dans le passé, ces pays ont pu s'intégrer à l'économie mondiale en profitant d'une aide et d'un traitement de faveur qui leur ont permis d'adopter des réformes économiques à un rythme plus lent. Aujourd'hui, elles doivent de plus en plus respecter les mêmes règles que les gros pays de l'hémisphère.

La question des normes du travail et de l'environnement dans le cadre de la ZLEA demeure elle aussi sans réponse. Les dirigeants d'Amérique latine sont prêts à s'entendre sur un programme de travail et d'environnement qui compléterait les négociations commerciales, mais la plupart d'entre eux s'opposent à relier ces questions à l'accord commercial effectif de crainte

suite en page 2

Publiée par

SUMMIT OF THE AMERICAS CENTER
LATIN AMERICAN AND CARIBBEAN CENTER
FLORIDA INTERNATIONAL UNIVERSITY
www.americasnet.net



FONDATION CANADIENNE POUR LES AMÉRIQUES (FOCAL)
www.focal.ca

La participation des citoyens : de Santiago à Québec

Ayant pour objectif de promouvoir une collaboration et un dialogue constructifs entre les organisations de la société civile et les gouvernements de l'hémisphère dans le processus menant au Sommet de Québec, Participa du Chili, en partenariat avec *Esquel Group Foundation* (É.U.) et FOCAL (Canada), a élaboré l'initiative « La participation des citoyens : du Sommet de Santiago au Sommet de Québec ». L'initiative, qui reposait sur un processus de consultations nationales de la société civile coordonné par Participa dans 17 pays de la région, a présenté des propositions aux gouvernements sur les points établis à l'ordre du jour du Plan d'action de Québec. Au nombre des questions abordées pendant les consultations, notons : participation de la société civile, condition féminine, corruption, éducation, développement durable, droits de la personne, questions autochtones, commerce et micro-entreprises. Les consultations ne cherchaient pas à être représentatives de toutes les organisations de la société civile de la région, mais plutôt à permettre à un vaste éventail d'organisations de la société civile de s'informer au sujet du processus du Sommet et d'y participer. Même si Participa a entrepris sa propre consultation nationale au Chili, les organisations de la société civile suivantes ont tenu des consultations dans le reste de l'hémisphère :

Espiral, Mexique
 Fundación Dr. Guillermo Manuel Ungo (FUNDAUNGO), El Salvador
 Instituto de Investigación y Autoformación Política (INIAP), Guatemala
 Fundación Democracia y Desarrollo, Honduras
 Participación Ciudadana, République dominicaine
 Association of Development Agencies, Jamaïque
 The Network of NGOs of Trinidad and Tobago for Advancement of Women
 The Granada Community Development Organization
 The Women for Development Unit (WAND), Barbade
 Centro de Estudios Internacionales Universidad de los Andes, Colombie
 Associação Gaúcha de Proteção ao Ambiente Natural (AGAPAN), Brésil
 Fundación Esquel, Équateur

Centro de Estudios y Promoción del Desarrollo, Pérou
 Centro de Información y Recursos para el Desarrollo, Paraguay
 Asociación Encuentro, Uruguay
 Asociación Conciencia, Argentine

Les résultats des consultations nationales seront examinés à une dernière réunion hémisphérique qui aura lieu du 18 au 20 janvier 2001 à Miami, aux États-Unis. Les participants à cette réunion de haut niveau comprendront des représentants de gouvernements (y compris les coordonnateurs nationaux du Groupe de suivi du Sommet (GSS), des ambassadeurs à l'OEA et d'autres représentants ayant participé à la préparation du Sommet), ainsi que des organisations de la société civile menant les consultations nationales, des réseaux thématiques de la société civile et enfin

des représentants d'organisations internationales. L'activité de deux jours favorisera un dialogue constructif entre les représentants gouvernementaux et les participants de la société civile dans le cadre du processus du Sommet, et elle aidera à incorporer les propositions de la société civile dans les négociations officielles du Sommet.

Participa (www.participa.cl) est responsable de la coordination générale de l'activité et est chargée de recueillir les résultats des consultations nationales, de produire un rapport définitif du processus et de diffuser ce rapport aux gouvernements de la région en vue du Sommet de Québec.

Stacey Wilson-Forsberg
 Analyste de politiques, FOCAL

Revitalisation des négociations pour un accord de libre-échange hémisphérique *(suite de la page 1)*

qu'elles ne répriment le commerce et les investissements au lieu de favoriser la croissance économique. La participation de la société civile dans le processus de négociation est une autre question délicate. La création du Comité des représentants gouvernementaux sur la participation de la société civile dans le cadre de la ZLEA, qui représentait pour les négociateurs un premier pas infime vers la consultation de la société civile, constituait à bien des égards un processus unique dans les négociations commerciales. Toutefois, ce mécanisme de « boîtes aux lettres » unilatéral s'est révélé tout à fait inefficace. Enfin, et ce qui représente sans doute leur plus grand défi, les gouvernements de la région devront prendre les moyens pour que les retombées de la croissance économique attribuables au libre-échange soient réparties encore plus équitablement. Jusqu'à maintenant du moins, on n'a pas associé le libre-échange à l'amélioration du niveau de vie des secteurs les plus démunis de la population.

Tous ces défis peuvent sembler gigantesques, mais la perspective de respecter la date d'échéance de la ZLEA, fixée en 2005, semble meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'a été depuis longtemps. Les partisans d'une zone de libre-échange hémisphérique espèrent que le Sommet de Québec suscitera entre les chefs de gouvernement le type de dynamique positive dont on aura besoin pour éventuellement aborder ces grands enjeux. Le Sommet représentera pour les nouveaux dirigeants élus de l'hémisphère une occasion de se rencontrer de bonne foi, non seulement pour mieux se connaître mais aussi pour lancer des idées novatrices et des recommandations éclairées. En tant que pays d'accueil du Sommet, le Canada sera dans une position idéale pour faire jouer son expérience de longue date dans le processus et pour maîtriser cette nouvelle énergie. Si tout se passe bien, Québec pourrait devenir le Sommet qui a insufflé une nouvelle dynamique dans les négociations de la ZLEA en permettant d'aborder les obstacles existants et en ouvrant la voie à un mécanisme de règlement dans les délais.

Stacey Wilson-Forsberg, analyste de politiques, FOCAL
 Gerd Schönwälder, directeur adjoint, FOCAL

Que pouvons-nous attendre de la venue de Bush à Québec?

Après sa victoire arrachée in extremis, le président américain élu George W. Bush suscitera à n'en pas douter énormément l'attention au Sommet de 2001. Le Sommet de Québec sera la première grande réunion internationale de Bush, et la région attend avec impatience de connaître l'orientation politique de la nouvelle administration américaine à l'égard des Amériques. La plupart s'attendent que l'Amérique latine soit une priorité pour Bush, compte tenu de son expérience à titre de gouverneur du Texas. De plus, pendant sa campagne à la présidence, Bush a confirmé la « relation spéciale » que les États-Unis entretiennent avec le Mexique, et son intention avouée de faire de la région une pierre angulaire de la politique étrangère américaine.

La Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), un enjeu clé du programme du Sommet, est un domaine où la victoire de Bush pourrait faire une différence. L'élus républicain appuie une libéralisation des échanges sans les protections syndicales et environnementales que favorisait son opposant démocrate, et le Congrès d'allégeance républicaine accordera probablement un plus grand pouvoir à l'administration pour poursuivre les négociations. Pour cette raison, on s'attend à ce que le processus de la ZLEA avance plus rapidement avec Bush, mais il provoquera sans doute une forte opposition des groupes syndicaux et des environnementalistes ainsi que des autres acteurs de la société civile qui préconisent une intégration des questions sociales dans tout accord commercial éventuel. On se demande aussi si l'administration américaine pourra se prévaloir de la procédure accélérée avant le Sommet d'avril 2001, compte tenu du blocage politique actuel à Washington; d'aucuns croient qu'il faudra conclure un compromis avec les démocrates modérés pour faire avancer cette question.

Considéré en général comme un profane en politique étrangère, le nouveau président aura un rude apprentissage à faire et devra relever divers défis régionaux, notamment une guerre civile qui s'envenime en Colombie et un affaiblissement des institutions démocratiques dans plusieurs pays. On

a critiqué les États-Unis pour leur « lutte antidrogue » et leur approche militaire du conflit en Colombie, et beaucoup craignent que de telles politiques ne s'intensifient sous la nouvelle administration. La plupart des analystes croient également qu'il faudrait donner un mandat plus vigoureux à des institutions régionales, comme l'Organisation des États américains (OEA), pour qu'elles puissent aborder des questions hémisphériques clés. Cependant on craint que les États-Unis favorisent davantage des mesures unilatérales sous le règne de l'administration républicaine. On ne connaît pas encore clairement les intentions de Bush concernant le multilatéralisme (ses institutions et sa force morale). Pour ce qui est de Cuba, les liens que la nouvelle administration entretient avec la puissante communauté cubaine en exil de Floride risque de déboucher sur une ligne plus dure envers l'île qu'avec le président Clinton.

Malgré toutes ces inquiétudes, beaucoup croient que l'intérêt que porte le président élu à l'Amérique latine représentera en général une occasion positive de renforcer les relations entre les pays de la région tout en sensibilisant davantage les États-Unis à leurs voisins du sud. Ironiquement, l'hôte canadien du Sommet 2001 s'inquiète de perdre sa situation privilégiée de premier partenaire commercial avec les États-Unis si la nouvelle administration américaine accorde une attention excessive à l'Amérique latine. Beaucoup d'autres au Canada se demandent également si l'équipe de Bush intégrera même le Canada dans sa vision des Amériques ou si elle ne préférera pas plutôt engager des pourparlers avec son voisin du nord sur des questions régionales lorsqu'elle le jugera pratique.

James Buchanan
Analyste de politiques, FOCAL

Sites Internet reliés au Sommet : commerce

<http://www.ftaa-alca.org/>

Page d'accueil officielle du processus de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Ce site fait suite au processus mis en branle au Sommet de Miami en 1994 visant à intégrer les économies de l'hémisphère occidental dans un seul accord de libre-échange.

<http://www.sice.oas.org/>

Branche de la technologie de l'information de l'unité commerciale de l'Organisation des États américains (OEA). Fournit l'information et les documents les plus complets sur les échanges commerciaux dans l'hémisphère occidental.

<http://www.infoexport.gc.ca>

Service des délégués commerciaux du Canada. Excellents rapports par pays sur les échanges commerciaux d'un point de vue canadien.

<http://www.iadb.org/intal/>

Institut pour l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes. Fait partie du Département d'intégration et de programmes régionaux de la Banque interaméricaine de développement (BID). Produit d'excellents articles de recherche sur l'intégration hémisphérique et une banque de données utiles sur le commerce extérieur.

<http://wbln0018.worldbank.org/external/lac/lac.nsf>

Le groupe de la Banque mondiale représente une des principales institutions clés de l'hémisphère qui appuient les politiques d'intégration économique tout en soutenant activement le programme du Sommet des Amériques. Excellente source de nouvelles et d'analyses sur le développement économique.

La question du travail au Sommet

Les enjeux liés au travail ont été à l'avant-plan des débats du Sommet des Amériques ainsi que des rencontres des ministres du Commerce qui ont mené à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Les sommets antérieurs ont abordé les questions du travail et d'environnement à l'extérieur des enjeux commerciaux et, jusqu'à tout récemment, la plupart des ententes commerciales bilatérales ont relégué ces préoccupations à des accords accessoires. La controverse a porté sur les efforts déployés pour relier les normes internationales du travail à l'expansion commerciale. Plus précisément, il s'agissait de conditionner l'ouverture des marchés mondiaux au respect des droits des travailleurs reconnus à l'échelle internationale. Ces droits comprennent la liberté d'association et le droit de négociation collective, l'interdiction du travail forcé et du travail des enfants et les pratiques non discriminatoires en milieu de travail.

Les organisations syndicales ont boycotté le premier Sommet des Amériques à Miami. Au deuxième Sommet qui a eu lieu à Santiago, les militants syndicaux et des droits des travailleurs de tout l'hémisphère ont participé, avec des organisations sociales, à un « Sommet des peuples » qui avait été organisé pendant les pourparlers officiels. Le Sommet des peuples a débouché sur une plateforme de « solutions de rechange » sociales et syndicales (<http://www.asc-hsa.org/documentos.html>) qui reposait sur la prémisse que le commerce supranational et les investissements touchent directement la société à tous les paliers du processus de développement. Cette plateforme a servi de base à la création de l'Alliance sociale continentale, qui organisera un deuxième Sommet des peuples à Québec (voir www.peoplessummit.org).

Depuis le Sommet de Santiago, les syndicats et les ONG ont fait d'importants

progrès pour qu'on tienne compte de leurs préoccupations dans les échanges menant à l'intégration hémisphérique. L'Alliance sociale continentale a bénéficié d'un excellent support médiatique et d'un appui officiel à sa lettre exigeant la « libération » des textes des neuf groupes négociateurs de la ZLEA au président du Comité des négociations commerciales. Récemment, les positions présentées aux groupes négociateurs par le gouvernement canadien ont été rendues publiques, ce qui représente une étape importante vers une plus grande transparence des délibérations. L'inclusion de clauses syndicales et environnementales dans le récent accord de libre-échange négocié entre les États-Unis et la Jordanie représente un autre fait important. Ces clauses figurent dans le corps principal du texte plutôt que dans des ententes accessoires distinctes, comme c'était le cas dans l'accord de l'ALENA. Ce type de clauses ferait prétendument l'objet de discussions dans les accords que les États-Unis négocient en ce moment avec le Chili et Singapour.

Le débat sur les droits des travailleurs a été un facteur important qui a permis d'ouvrir le processus du Sommet à une plus grande collaboration de la part de la société civile. Les efforts déployés pour institutionnaliser le dialogue avec la société civile et promouvoir des mesures à l'égard des droits de la société et des travailleurs au sein des pays du MERCOSUR furent exceptionnels, et le changement de gouvernement au Mexique permet d'espérer que la même chose se produira là-bas. Le gouvernement chilien s'est aussi efforcé de promouvoir des discussions publiques sur les questions sociales liées aux échanges commerciaux.

Les droits des travailleurs font maintenant partie de l'important programme qu'appuient des segments plus vastes de la société civile. Les enjeux liés au travail occuperont une place plus proéminente non seulement dans les coalitions qui se forment autour d'activités spécifiques, dont le Sommet, mais aussi dans le cadre des dialogues nationaux plus nombreux. Entre-temps, le débat qui se poursuit sur les questions qui préoccupent la société civile, comme la protection environnementale et l'application des normes internationales du travail, est susceptible d'accroître la participation et la transparence au processus du Sommet.

Bruce A. Jay
Analyste principal, SOAC

Calendrier des événements reliés au Sommet

18-20 janvier 2001

Participa, dernière conférence hémisphérique visant à présenter les résultats des consultations nationales de la société civile
Miami, États-Unis

24-25 janvier 2001

Réunion du Comité de négociations commerciales dans le cadre de la ZLEA
Lima, Pérou

26-27 janvier 2001

Réunion du *Leadership Council for Inter-American Summity*
Coral Gables, Floride

30 janvier - 1er février 2001

XXI^e réunion du Groupe de suivi du Sommet (GSS)
Washington (D.C.), États-Unis

16 février 2001

Réunion de la Commission spéciale de l'Organisation des États américains sur la gestion des Sommets interaméricains
Washington (D.C.), États-Unis

5 mars 2001

XXII^e réunion du Groupe de suivi du Sommet (GSS)
Barbade

7-8 mars 2001

Réunion inaugurale du Forum interparlementaire des Amériques
Ottawa, Canada

7-9 mars 2001

Réunion des ministres de l'Énergie de l'hémisphère
Cancun, Mexique

12-13 mars 2001

Réunion d'hiver du *Inter-American Judicial Committee (IAJC)*
Ottawa, Canada

15-16 mars 2001

Réunion des ministres des Transports de l'hémisphère
Uruguay

17-21 mars 2001

Assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement (BID)
Santiago, Chili

29-30 mars 2001

Réunion des ministres de l'Environnement de l'hémisphère
Montréal, Canada

3-4 avril 2001

Réunion des ministres des Finances de l'hémisphère
Toronto, Canada

7 avril 2001

Réunion des ministres du Commerce-ZLEA
Buenos Aires, Argentine

Contactez-nous!

Fondation canadienne pour les Amériques/
Canadian Foundation for the Americas (FOCAL)
1 rue Nicholas, Bureau 720
Ottawa (Ontario) K1N 7B7
Tél. : (613) 562-0005, Téléc. : (613) 562-2525
courriel : focal@focal.ca

Summit of the Americas Center
Latin American and Caribbean Center
Florida International University
University Park, Miami, Florida 33199
Tél. : (305) 348-2894, Téléc. : (305) 348-3593
courriel : summit@fiu.edu